

Proposition de modifications des statuts de l'APEG :

(version au 21 mars 2014)

En vert, dans l'ancienne version, les éléments supprimés ou modifiés.

En rouge, dans la nouvelle version, les éléments rajoutés ou modifiés.

Ancienne version	Nouvelle version
Article 1 : Les statuts de l'Association des Parents d'Élèves du Lycée français de Bucarest Anna de Noailles, publiés au Journal Officiel de la République française du 26 juin 1999, sont modifiés comme suit :	Inchangé
Article 2 : dénomination L'Association des Parents d'Élèves du Lycée français de Bucarest Anna de Noailles a pour nouvelle dénomination l'Association des Parents d'Élèves Gestionnaire (APEG).	Inchangé
Article 3 : forme L'association dénommée Association des Parents d'Élèves Gestionnaire (ci-après l'APEG) du Lycée français de Bucarest Anna de Noailles (ci-après le Lycée) est une association de droit français à but non lucratif régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901. L'APEG est : <ul style="list-style-type: none">• Liée à l'État français par une convention signée en date du 11 septembre 1990, elle même établie dans le cadre de l'accord culturel franco-roumain du 11.01.1965• Liée à l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Étranger (AEFE) par une convention dans le cadre de laquelle s'applique le décret NO 90.469 DU 31 MAI 1990 relatif à la situation administrative et financière des personnels des établissements français à l'étranger• Affiliée à l'Association Nationale des Ecoles Françaises de l'Etranger (ANEFE).• Soumise à la législation locale en ce qui concerne, en particulier, le droit du travail.	Article 3 : forme L'association dénommée Association des Parents d'Élèves Gestionnaire (ci-après l'APEG) du Lycée français de Bucarest Anna de Noailles (ci-après le Lycée) est une association de droit français à but non lucratif régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.
Article 4 : siège social Le siège social de l'APEG se situe à l'adresse suivante : Ambassade de France en Roumanie, 128 bis rue de l'Université, 75351 Paris 07 SP.	Inchangé
Article 5 : objet L'Association a pour objet : 1/ d'assurer et promouvoir un enseignement scolaire (préscolaire, primaire [maternelle, élémentaire] et secondaire [collège, lycée]) en faveur des élèves du Lycée, enfants des membres	Article 5 : objet L'Association a pour objet : 1/ d'assurer la participation et la représentation des parents d'élèves dans la fondation « Lycée Français Anna de Noailles », qui assure la gestion du Lycée dans un objectif de promotion d'un

<p>de l'APEG, selon les programmes et instructions officiels en vigueur en France et publiés au Bulletin Officiel du Ministère de l'Éducation nationale ;</p> <p>2/ d'assurer la diffusion de la langue et de la culture françaises tout en tenant compte des particularités locales ;</p> <p>3/ d'assurer la gestion des biens mobiliers et immobiliers, l'administration, le fonctionnement et le développement des activités de l'établissement dans le respect de la Convention signée avec l'AEFE;</p> <p>4/ d'étudier tout ce qui concerne la vie au Lycée du point de vue matériel et social ;</p> <p>5/ de promouvoir et gérer directement ou en participation, dans l'intérêt des élèves et de leur famille, et dans la mesure de ses moyens, toutes activités à caractère éducatif, culturel ou sportif ;</p> <p>6/ d'acquérir, construire, louer, aménager, améliorer, entretenir les locaux à usage scolaire et parascolaire, et de mobiliser les fonds nécessaires à cet usage ;</p> <p>7/ de participer au Conseil d'Établissement du Lycée avec voix consultative ;</p> <p>8/ de permettre aux associations autorisées d'exercer leurs activités dans le respect du fonctionnement de l'établissement.</p>	<p>enseignement scolaire (préscolaire, primaire [maternelle, élémentaire] et secondaire [collège, lycée]) en faveur des élèves du Lycée, enfants des membres de l'APEG, selon les programmes et instructions officiels en vigueur en France et publiés au Bulletin Officiel du Ministère de l'Éducation nationale ;</p> <p>2/ d'assurer la diffusion de la langue et de la culture françaises tout en tenant compte des particularités locales ;</p> <p>3/ de promouvoir et gérer directement ou en participation, dans l'intérêt des élèves et de leur famille, et dans la mesure de ses moyens, toutes activités à caractère éducatif, culturel ou sportif ;</p>
<p>Article 6 : éthique</p> <p>Le lycée est un établissement laïc, son enseignement est conforme à l'éthique républicaine. L'Association s'interdit tout prosélytisme politique, philosophique ou confessionnel ainsi que toute immixtion dans les domaines relevant de la compétence des autorités françaises.</p>	<p>Article 6 : éthique</p> <p>L'Association s'interdit tout prosélytisme politique, philosophique ou confessionnel ainsi que toute immixtion dans les domaines relevant de la compétence des autorités françaises.</p>
<p>Article 7 : composition</p> <p>L'Association se compose de membres actifs et de membres bienfaiteurs.</p> <p>1/ Les membres actifs sont les parents d'élèves qui ont choisi d'inscrire leur(s) enfant(s) au Lycée français de Bucarest, à jour du paiement des frais de scolarité (écolages), ou les personnes assumant, à l'égard d'un ou de plusieurs de ces élèves et d'une façon permanente et effective, la responsabilité civile et morale attachée à l'autorité parentale.</p> <p>La qualité de membre actif se perd soit par la fin de la fréquentation scolaire des enfants, soit pour non paiement des droits de scolarité, soit par exclusion pour motifs graves du membre, dans ce dernier cas le membre ayant été préalablement entendu par le Comité de gestion réuni en séance plénière.</p> <p>2/ Les membres bienfaiteurs, qui le sont devenus sur décision de la majorité des membres du</p>	<p>Article 7 : composition</p> <p>L'Association se compose de membres actifs et de membres bienfaiteurs.</p> <p>1/ Les membres actifs sont les parents d'élèves qui ont inscrit leur(s) enfant(s) au Lycée français de Bucarest, à jour du paiement des frais de scolarité (écolages), ou les personnes assumant, à l'égard d'un ou de plusieurs de ces élèves et d'une façon permanente et effective, la responsabilité civile et morale attachée à l'autorité parentale.</p> <p>La qualité de membre actif se perd soit par la fin de la fréquentation scolaire des enfants, soit pour non paiement des droits de scolarité, soit par exclusion pour motifs graves du membre, dans ce dernier cas le membre ayant été préalablement entendu par le Comité de gestion réuni en séance plénière.</p> <p>2/ Les membres bienfaiteurs, qui le sont devenus sur décision de la majorité des membres du</p>

Comité de Gestion pour service exceptionnel rendu au lycée.	Comité de Gestion pour service exceptionnel rendu au lycée.
<p>Article 8 : ressources</p> <p>Les ressources de l'APEG se composent :</p> <p>1/ des produits scolaires (écolages, droits d'examens, prestations de service etc.) dont le montant est fixé chaque année par le Comité de Gestion ;</p> <p>2/ des produits d'activités annexes ;</p> <p>3/ des subventions de fonctionnement et des subventions affectées de la République française;</p> <p>4/ dons et legs de toutes sortes, libéralités qui peuvent lui être accordés par des personnes physiques ou morales, des fonds de concours, mécénat ;</p> <p>5/ des prêts et avances obtenus auprès des institutions financières ;</p> <p>6/ des produits de placements et du revenu de ses biens ;</p> <p>7/ de la prise en charge totale ou partielle par l'AEFE des traitements de certaines catégories de personnels français.</p>	<p>Article 8 : ressources</p> <p>Les ressources de l'APEG se composent :</p> <p>1/ des cotisations dont le montant est fixé chaque année par le Comité de Gestion ;</p> <p>2/ des produits d'activités annexes ;</p> <p>3/ des subventions de fonctionnement et des subventions affectées de la République française;</p> <p>4/ dons et legs de toutes sortes, libéralités qui peuvent lui être accordés par des personnes physiques ou morales, des fonds de concours, mécénat ;</p> <p>5/ des prêts et avances obtenus auprès des institutions financières ;</p> <p>6/ des produits de placements et du revenu de ses biens ;</p>
<p>Article 9 : emploi des ressources</p> <p>Les ressources de l'APEG sont affectées pour au moins 99 % :</p> <p>1/ aux frais de fonctionnement de l'établissement et aux frais d'équipement mobilier et immobilier ;</p> <p>2/ à l'acquisition, la construction, la location, la maintenance, l'aménagement, l'amélioration des immeubles et autres biens à usage scolaire ou parascolaire ;</p> <p>3/ au remboursement d'emprunts contractés en vertu de l'article 4 des présents statuts ;</p> <p>4/ au sponsoring d'établissements ou organisations à but non lucratif roumaines, si ceux-ci répondent aux objectifs visés à l'article 5.</p> <p>5/ Un maximum de 1% peut être affecté aux frais de fonctionnement propre de l'APEG.</p>	<p>Article 9 : emploi des ressources</p> <p>Les ressources de l'APEG sont affectées :</p> <p>1/ aux frais de fonctionnement de l'APEG</p> <p>2/ au remboursement d'emprunts contractés en vertu de l'article 8. 5 des présents statuts ;</p> <p>3/ au sponsoring d'établissements ou organisations à but non lucratif, si ceux-ci répondent aux objectifs visés à l'article 5.</p>
<p>Article 10 : les instances</p> <p>Les instances de l'APEG sont</p> <p>1/ l'Assemblée générale</p> <p>2/ le Comité de Gestion</p>	Inchangé
<p>Article 11 : de l'Assemblée générale</p> <p>1/ L'Assemblée générale comprend tous les membres de l'APEG.</p> <p>2/ L'Assemblée générale est présidée par le président de l'APEG ou, à défaut, par le vice-président, ou à défaut par un membre du Comité de Gestion dûment mandaté par le Comité de Gestion ou à défaut par le proviseur ou si celui-ci</p>	<p>Article 11 : de l'Assemblée générale</p> <p>1/ L'Assemblée générale comprend tous les membres de l'APEG.</p> <p>2/ L'Assemblée générale est présidée par le président de l'APEG ou, à défaut, par le vice-président, ou à défaut par un membre du Comité de Gestion dûment mandaté par le Comité de Gestion.</p>

prend ses fonctions, par le COCAC.

3/ Les décisions des Assemblées générales ont force obligatoire.

4/ Les assemblées générales sont convoquées par voie de circulaire écrite, signée par le président du Comité de Gestion ou son remplaçant (cf. alinéa 2 du présent article), diffusée à tous les membres de l'APEG deux semaines avant la date prévue pour la réunion et affichée dans le lycée. Elle comporte l'ordre du jour arrêté par le Comité de Gestion.

5/ Les Assemblées générales traitent de toutes les questions qui ont été inscrites à l'ordre du jour remis avec les convocations. Huit jours au plus tard avant la date de la réunion, peuvent être ajoutés à l'ordre du jour tous points, propositions ou motions portant la signature d'au moins 10 membres actifs de l'APEG, déposés auprès du Comité de Gestion.

6/ Le Comité de Gestion établit l'ordre du jour définitif qui doit être affiché au plus tard 2 jours avant la réunion de l'Assemblée générale ordinaire ou extraordinaire dans le Lycée Français de Bucarest.

7/ Tout membre est autorisé à prendre la parole après l'avoir demandée au président de séance dans le cadre de l'ordre du jour. Celui-ci reste maître du bon déroulement de la séance.

8/ A la demande de deux tiers des membres du Comité de Gestion, il peut être décidé de faire adopter toute décision de la compétence d'une Assemblée générale par un vote ou un référendum se déroulant sur une journée complète et permettant le vote par correspondance, à condition que les délais d'information aient été respectés, que la date choisie ne soit pas pendant les vacances scolaires, et que le vote se déroule au siège principal du Lycée.

3/ Les décisions des Assemblées générales ont force obligatoire.

4/ Les assemblées générales sont convoquées par voie de circulaire, signée par le président du Comité de Gestion ou son remplaçant (cf. alinéa 2 du présent article), diffusée **par tous moyens** à tous les membres de l'APEG deux semaines avant la date prévue pour la réunion et affichée dans le lycée. Elle comporte l'ordre du jour arrêté par le Comité de Gestion.

5/ Les Assemblées générales traitent de toutes les questions qui ont été inscrites à l'ordre du jour remis avec les convocations. Huit jours au plus tard avant la date de la réunion, peuvent être ajoutés à l'ordre du jour tous points, propositions ou motions portant la signature d'au moins 10 membres actifs de l'APEG, déposés auprès du Comité de Gestion.

6/ L'Assemblée Générale est l'organe compétent pour exercer les attributions dévolues à l'APEG par l'article 7 des statuts de la Fondation « Lycée Français Anna de Noailles », en sa qualité de membre fondateurs de cette dernière, lorsque les décisions à prendre concernent :

- **une modification de la dénomination de la Fondation**

- **une modification de la durée de la Fondation**

- **une modification du but de la Fondation**

- **une modification de la structure du Conseil Directeur**

- **une fusion ou scission de la Fondation**

- **la dissolution et liquidation de la Fondation**

7/ Le Comité de Gestion établit l'ordre du jour définitif qui doit être affiché au plus tard 2 jours avant la réunion de l'Assemblée générale ordinaire ou extraordinaire dans le Lycée Français de Bucarest. **Il communique également dans le même délai et par tous moyen les documents qui seront présentés lors de l'Assemblée Générale**

8/ Tout membre est autorisé à prendre la parole après l'avoir demandée au président de séance dans le cadre de l'ordre du jour. Celui-ci reste maître du bon déroulement de la séance.

9/ A la demande de deux tiers des membres du Comité de Gestion, il peut être décidé de faire adopter toute décision de la compétence d'une Assemblée générale par un vote ou un référendum se déroulant sur une journée complète et permettant le vote par correspondance, à condition que les délais d'information aient été respectés, que la date choisie ne soit pas pendant les vacances scolaires, et que le vote se déroule au siège principal du Lycée.

Article 12 : de l'Assemblée générale ordinaire d'ouverture

Article 12 : de l'Assemblée générale ordinaire d'ouverture

<p>1/ L'Assemblée générale ordinaire d'ouverture se réunit de plein droit sur convocation et sous responsabilité du Comité de Gestion sortant au plus tard 4 semaines après la date de la rentrée scolaire.</p> <p>2/ Le président sortant, <i>s'il ne se représente pas</i>, ou à défaut le <i>proviseur</i> préside et dirige l'assemblée générale ordinaire d'ouverture.</p> <p>3/ Le président ou à défaut le <i>proviseur</i> prépare et dirige les élections du bureau de l'APEG avec l'assistance pleine et entière de l'administration du Lycée.</p> <p>4/ Le président ou à défaut le <i>proviseur</i>, assisté des membres actifs du Comité de Gestion sortants présente l'activité de l'année scolaire précédente et présente les candidats aux élections.</p> <p>5/ Le président ou à défaut le <i>proviseur</i> coordonne l'élection des neuf membres actifs et le cas échéant de maximum trois suppléants au Comité de Gestion et des quatre membres actifs et quatre suppléants au Conseil d'Établissement, selon les règles de ce dernier établies par l'AEFE.</p> <p>6/ Aucun quorum de participants n'est requis.</p>	<p>1/ L'Assemblée générale ordinaire d'ouverture se réunit de plein droit sur convocation et sous responsabilité du Comité de Gestion sortant au plus tard 6 semaines après la date de la rentrée scolaire. <i>La convocation précise le nombre de sièges à pourvoir lors des élections au Comité de gestion.</i></p> <p>2/ Le président sortant, ou à défaut le <i>vice-président</i>, ou à défaut un membre du Comité de Gestion dûment mandaté par le président :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>préside et dirige l'assemblée générale ordinaire d'ouverture,</i> - <i>prépare et dirige les élections du bureau de l'APEG avec l'assistance pleine et entière de l'administration du Lycée,</i> - <i>assisté des membres actifs du Comité de Gestion sortants présente l'activité de l'année scolaire précédente et présente les candidats aux élections,</i> - <i>coordonne l'élection des membres actifs et le cas échéant de maximum trois suppléants au Comité de Gestion.</i> <p>3/ Aucun quorum de participants n'est requis.</p>
<p>Article 13 : de l'Assemblée générale ordinaire de clôture</p> <p>1/ L'Assemblée générale ordinaire de clôture se réunit de plein droit sur convocation et sous responsabilité du Comité de Gestion lors du dernier mois de l'année scolaire.</p> <p>2/ L'Assemblée générale ordinaire de clôture statue souverainement sur toutes les questions relatives au fonctionnement de l'Association tel qu'il est défini dans les présents statuts, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • est informée des activités et des projets de l'APEG • entend le rapport moral de l'exercice précédent et les rapports financiers • donne quitus du compte financier annuel certifié par un Commissaire aux comptes • vote, s'il y a lieu, les décisions que lui soumet le Comité de Gestion ; <p>3/ Aucun quorum de participants n'est requis.</p>	<p>Article 13 : de l'Assemblée générale ordinaire de clôture</p> <p>1/ L'Assemblée générale ordinaire de clôture se réunit de plein droit sur convocation et sous responsabilité du Comité de Gestion lors du dernier mois de l'année scolaire.</p> <p>2/ L'Assemblée générale ordinaire de clôture statue souverainement sur toutes les questions relatives au fonctionnement de l'Association tel qu'il est défini dans les présents statuts, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • est informée des activités et des projets de l'APEG <i>et de la Fondation</i> • entend le rapport moral de l'exercice précédent et les rapports financiers <i>de l'APEG et de la Fondation</i> • donne quitus du compte financier annuel <i>de l'APEG et de la Fondation</i> certifié par un Commissaire aux comptes • vote, s'il y a lieu, les décisions que lui soumet le Comité de Gestion ; <p>3/ Aucun quorum de participants n'est requis.</p>
<p>Article 14 : de l'Assemblée générale extraordinaire</p> <p>1/ L'Assemblée générale extraordinaire se réunit de plein droit sur convocation du président du Comité de Gestion et avec l'accord du dit Comité.</p> <p>2/ L'Assemblée générale extraordinaire peut se réunir à la demande du quart au moins des membres de l'APEG, ou de plus de la moitié des membres à voix délibérative du Comité de Gestion.</p>	<p>Inchangé</p>

<p>3/Les convocations doivent parvenir à chaque membre actif au moins 5 jours avant la date prévue pour la réunion.</p> <p>4/La réunion doit avoir lieu entre le 5 e et le 15 e jour suivant la réception de la demande par le président de l'APEG.</p> <p>5/ L'Assemblée générale extraordinaire, peut, sur décision prise à l'unanimité des membres du comité de gestion, avoir lieu sous forme de référendum.</p> <p>Le vote par correspondance est dans ce cas admis.</p> <p>6/ L'Assemblée générale extraordinaire est valablement constituée lorsque le quart des membres actifs de l'APEG y est présent ou représenté ou a voté. Lorsque le quorum n'est pas atteint, une deuxième Assemblée générale extraordinaire est convoquée à nouveau dans un délai de 2 à 15 jours. Cette seconde assemblée peut être organisée par correspondance et ne peut traiter que les sujets à l'ordre du jour de la première assemblée.</p> <p>Elle délibère et décide alors valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés ou ayant voté.</p> <p>7/ L'Assemblée générale extraordinaire statue sur la dissolution de l'Association, ou sur toute question que le Comité de Gestion pourra juger nécessaire de lui soumettre, soit de son initiative, soit à la demande du quart des membres de l'APEG.</p>	
<p>Article 15 : des élections</p> <p>1/ Est éligible tout membre actif tel que défini à l'article 7, résidant en Roumanie et jouissant de ses pleins droits civils.</p> <p>2/ Les candidatures sont enregistrées au secrétariat du Lycée au plus tard 7 jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale.</p> <p>3/ Les listes de candidats en ordre alphabétique, indiquant les nationalités sont diffusées auprès des membres actifs par voie de circulaire et d'affichage, ainsi que les éventuelles professions de foi des candidats et les formulaires pour le vote par procuration.</p> <p>4/ Si le nombre de candidats n'est pas suffisant, l'assemblée générale sera reportée de deux semaines et suivie d'un nouvel appel à candidatures.</p> <p>5/ Sont déclarés élus au Comité de Gestion les candidats ayant obtenu le plus de voix parmi les neuf premiers, puis pour les deux ou trois suivants pour les membres suppléants tout en tenant compte de la répartition par nationalité.</p> <p>6/ Sont déclarés élus au Conseil d'Établissement les candidats ayant obtenu le plus de voix parmi les quatre premiers, puis pour les suivants pour</p>	<p>Article 15 : des élections</p> <p>1/ Est éligible tout membre actif tel que défini à l'article 7, résidant en Roumanie et jouissant de ses pleins droits civils.</p> <p>2/ La durée du mandat des membres du Comité de gestion est de 2 ans. Pour assurer la continuité des travaux, 4 postes seront renouvelés les années paires, 5 les années impaires.</p> <p>3/ Les candidatures peuvent être individuelles ou par listes. Elles sont enregistrées au secrétariat du Lycée au plus tard 7 jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale. Les candidatures par listes doivent contenir autant de candidats qu'il y a de poste à pourvoir.</p> <p>4/ Les listes de candidats en ordre alphabétique, indiquant les nationalités sont diffusées auprès des membres actifs par voie de circulaire et d'affichage, ainsi que les éventuelles professions de foi des candidats et les formulaires pour le vote par procuration.</p> <p>5/ Si le nombre de candidats n'est pas suffisant, l'assemblée générale sera reportée de deux semaines et suivie d'un nouvel appel à candidatures.</p> <p>6/ Sont déclarés élus au Comité de Gestion,</p>

<p>les membres suppléants.</p>	<p>parmi ceux qui ont obtenus le plus de voix, autant de candidats qu'il y a de postes à pourvoir, puis les trois suivants pour les membres suppléants.</p> <p>Si c'est une liste qui obtient le plus de voix, ses membres sont déclarés élus. En cas de coexistence de candidatures individuelles et par liste, si c'est un candidat individuel qui obtient le plus de voix, les candidats composant la liste ne sont pas élus. Les postes sont alors pourvus par les candidats individuels ayant obtenu le plus de voix. S'ils ne sont pas assez nombreux, il est procédé à de nouvelles élections au cours desquelles le scrutin par liste n'est plus possible.</p> <p>7/ Si en cours de mandat un des membres du Comité de Gestion démissionne ou quitte son poste, il sera remplacé par le premier des suppléants apte à siéger jusqu'à la fin du mandat du membre démissionnaire.</p>
<p>Article 16 : du vote aux Assemblées générales</p> <p>1/ Peuvent voter tous les membres actifs de l'APEG à raison d'un représentant par famille.</p> <p>2/ Chaque enfant inscrit au lycée représente une voix. Ainsi le représentant d'une famille de deux enfants déposera deux bulletins de vote dans l'urne.</p> <p>3/ Le droit de vote est exercé personnellement.</p> <p>4/ Le vote par procuration est cependant admis dans la limite de deux mandats par électeur présent. Le pouvoir devra être enregistré en début de séance auprès du secrétaire de séance.</p> <p>5/ Les décisions des Assemblées ordinaires et extraordinaires sont prises à la majorité des voix valablement exprimées.</p>	<p>Inchangé</p>
<p>Article 17 : Procédure des séances</p> <p>1/ Le président de séance tel que défini à l'article 11 nomme 2 assesseurs par bureau de vote et un secrétaire de séance.</p> <p>2/ Le scrutin a lieu à bulletin secret au scrutin nominal à un tour.</p> <p>3 / Le procès-verbal est assuré par le secrétaire de séance, qui le signera et le fera signer par chaque assesseur.</p> <p>4/ Le procès-verbal sera approuvé en séance plénière lors de la première réunion du Comité de Gestion suivant le vote.</p>	<p>Inchangé</p>
<p>Article 18 : Composition</p> <p>1/ Le Comité de Gestion prend ses fonctions dès son élection et est composé de 13 membres avec voix délibérative.</p> <ul style="list-style-type: none"> • 9 membres actifs de l'APEG, élus dans les conditions prévues aux articles 15, 16 et 17. • 2 membres ès qualité : un représentant du Ministère des Affaires Etrangères, le Conseiller de Coopération et d'Action Culturelle (COCAC) et un 	<p>Article 18 : Composition</p> <p>1/ Le Comité de Gestion prend ses fonctions dès son élection et est composé de 9 membres avec voix délibérative élus dans les conditions prévues aux articles 15, 16 et 17</p> <p>Conformément à l'article 8 des statuts de la Fondation « Lycée Français Anna de Noailles » les 9 membres élus sont désignés membres du Conseil Directeur de cette Fondation.</p>

<p>représentant de l'Ambassade de France en Roumanie, désigné par l'Ambassadeur, en général le Consul.</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 membres ès qualité, représentant les enseignants, élus par les personnels enseignants et représentant l'un l'école primaire, l'autre le collège-lycée. <p>2/ Sont membres permanents ès qualité du Comité de Gestion avec voix consultative:</p> <ul style="list-style-type: none"> • le chef d'établissement • le directeur de l'école primaire • le gestionnaire ou gestionnaire-comptable <p>3/ Sont membres du Comité de Gestion avec voix consultative les suppléants de l'APEG élus conformément au Titre II.</p> <p>4/ Sont membres d'honneur avec voix consultative les membres bienfaiteurs: ils peuvent être amenés à s'exprimer en fin de séance ou sur invitation du président.</p> <p>5/ Les suppléants peuvent être amenés à remplacer un des 9 membres actifs de l'APEG en cas de départ définitif de ce dernier. Le suppléant sera choisi parmi les membres suppléants conformément aux procédures décrites à l'article 21.</p> <p>6/ Le président du Comité de Gestion de sa seule initiative ou sur proposition de l'un des membres du Comité de Gestion peut inviter tout expert de son choix pour avis sur un ou plusieurs points figurant à l'ordre du jour de la réunion en séance plénière.</p>	<p>2/ Sont membres du Comité de Gestion avec voix consultative les suppléants de l'APEG élus conformément au Titre II.</p> <p>3/ Les suppléants peuvent être amenés à remplacer un des 9 membres actifs de l'APEG en cas de départ définitif de ce dernier. Le suppléant sera choisi parmi les membres suppléants conformément aux procédures décrites à l'article 21.</p> <p>4/ Le président du Comité de Gestion de sa seule initiative ou sur proposition de l'un des membres du Comité de Gestion peut inviter tout expert de son choix pour avis sur un ou plusieurs points figurant à l'ordre du jour de la réunion en séance plénière.</p>
<p>Article 19 : Rémunération</p> <p>Les membres du Comité de Gestion exercent leur mandat bénévolement.</p> <p>Le cas échéant, des frais de mission pourront leur être versés conformément à la pratique en vigueur dans les établissements français à l'étranger.</p>	<p>Inchangé</p>
<p>Article 20 : Engagement</p> <p>Les membres du Comité de Gestion signeront dès leur élection ou nomination un engagement écrit indiquant leurs devoirs et obligations tels que décrits dans les alinéas 1, 2, 4, 6 et 7 du présent article :</p> <p>1/ Les membres du Comité de Gestion prennent l'engagement de participer effectivement aux travaux et de participer aux réunions plénières à raison de 75% au moins de celles-ci.</p> <p>2/ Les membres du Comité de Gestion prennent l'engagement formel de respecter la confidentialité des débats.</p> <p>3/ En cas de non respect avéré de ces engagements, il pourra être mis fin à leur mandat à la majorité absolue du Comité de Gestion.</p> <p>4/ La durée du mandat des membres actifs du Comité de Gestion est de deux années scolaires.</p>	<p>Article 20 : Engagement</p> <p>Les membres du Comité de Gestion signeront dès leur élection ou nomination un engagement écrit indiquant leurs devoirs et obligations tels que décrits dans les alinéas 1, 2, 4, 6 et 7 du présent article :</p> <p>1/ Les membres du Comité de Gestion prennent l'engagement de participer effectivement aux travaux et de participer aux réunions plénières à raison de 75% au moins de celles-ci.</p> <p>2/ Les membres du Comité de Gestion prennent l'engagement formel de respecter la confidentialité des débats.</p> <p>3/ En cas de non respect avéré de ces engagements, il pourra être mis fin à leur mandat à la majorité absolue du Comité de Gestion.</p> <p>4/ Les membres du Comité de Gestion sont habilités jusqu'à la mise en place du nouveau</p>

<p>Ils peuvent remettre leur mandat en jeu, individuellement, en début de chaque année scolaire. La durée du mandat des membres à qualité du Comité de Gestion est d'une année scolaire.</p> <p>5/ Les membres du Comité de Gestion sont habilités jusqu'à la mise en place du nouveau Comité de Gestion. En cas d'impossibilité de réunir le quorum (cf. article 21) et/ou en cas d'impossibilité pour les membres du bureau être présents jusqu'à la mise en place du nouveau comité, l'intérim sera assuré par le proviseur et ceci, dans le seul but d'organiser au plus vite l'élection du nouveau bureau.</p> <p>6/ Les membres actifs élus et particulièrement le président du Comité de Gestion prennent l'engagement moral d'assurer cette fonction pendant au moins 2 ans, si tant est qu'ils soient réélus comme membres et/ou comme membres du bureau. S'ils savent à l'avance qu'ils ne pourront tenir cet engagement, les candidats en informeront le Comité de Gestion sortant.</p> <p>7/ Les membres actifs du comité de gestion sortant s'assureront qu'au moins quatre de ses membres se représenteront l'année suivante, pour assurer la continuité des travaux et l'information.</p>	<p>Comité de Gestion. En cas d'impossibilité de réunir le quorum (cf. article 21) et/ou en cas d'impossibilité pour les membres du bureau être présents jusqu'à la mise en place du nouveau comité, l'intérim sera assuré par le proviseur et ceci, dans le seul but d'organiser au plus vite l'élection du nouveau bureau.</p>
<p>Article 21 : Elections du bureau</p> <p>1/ Les membres du Comité de Gestion élisent le bureau lors de la première séance plénière suivant les élections et au plus tard un mois suivant leur entrée en fonction.</p> <p>Le bureau est composé de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un président, qui est également le président de l'APEG - un vice-président, - un trésorier, et le cas échéant un trésorier adjoint - un secrétaire, et le cas échéant un secrétaire adjoint. <p>2/ Le président et le trésorier doivent être de nationalité française.</p> <p>3/ Les membres du bureau du Comité de Gestion composent de fait le bureau de l'APEG.</p> <p>4/ Sauf vote à l'unanimité des membres à voix délibérative du Comité de Gestion, les membres du Comité de Gestion exerçant une fonction de responsabilité au sein de l'Ambassade de France en Roumanie, de même que les personnels enseignants, administratifs ou de service de l'établissement ne peuvent occuper les fonctions de président ou de trésorier.</p> <p>5/ En cas de démission de l'un des membres actif du Comité de Gestion, son remplacement sera assuré par l'un des suppléants. Le suppléant sera</p>	<p>Article 21 : Elections du bureau</p> <p>1/ Les membres du Comité de Gestion élisent le bureau lors de la première séance plénière suivant les élections et au plus tard un mois suivant leur entrée en fonction.</p> <p>Le bureau est composé de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un président, qui est également le président de l'APEG - un vice-président, - un trésorier, et le cas échéant un trésorier adjoint - un secrétaire, et le cas échéant un secrétaire adjoint. <p>2/ Les membres du bureau du Comité de Gestion composent de fait le bureau de l'APEG.</p> <p>3/ Sauf vote à l'unanimité des membres à voix délibérative du Comité de Gestion, les membres du Comité de Gestion exerçant une fonction de responsabilité au sein de l'Ambassade de France en Roumanie, de même que les personnels enseignants, administratifs ou de service de l'établissement ne peuvent occuper les fonctions de président ou de trésorier.</p> <p>4/ En cas de démission de l'un des membres actif du Comité de Gestion, son remplacement sera assuré par l'un des suppléants. Le suppléant sera choisi par vote à la majorité des membres présents ou représentés, le quorum étant assuré.</p>

<p>choisi par vote à la majorité des membres présents ou représentés, le quorum étant assuré.</p> <p>6/ En cas de départ ou de démission du président ou du trésorier, le vice-président et le trésorier adjoint, s'ils sont de nationalité française, assurent la charge de la fonction. S'ils ne sont pas de nationalité française, de nouvelles élections sont organisées par le bureau. Un nouveau vice-président et le cas échéant un nouveau trésorier adjoint sont élus parmi les membres du bureau. En l'absence de candidat y compris parmi les suppléants conformément à l'article 18. 5 et à l'alinéa 5 du présent article ou à défaut d'un accord, une assemblée générale extraordinaire sera organisée.</p> <p>7/ En cas de départ ou démission des membres du bureau non listés à l'alinéa 5 du présent article (vice-président, trésorier adjoints, secrétaires), les membres du Comité de Gestion élisent un remplaçant par des élections internes.</p> <p>8/ En cas de manque de candidats au poste de secrétaire, le président peut décider que cette fonction sera assumée par les membres du Comité de Gestion à tour de rôle.</p>	<p>5/ En cas de départ ou de démission du président ou du trésorier, le vice-président et le trésorier adjoint, s'ils sont de nationalité française, assurent la charge de la fonction. S'ils ne sont pas de nationalité française, de nouvelles élections sont organisées par le bureau. Un nouveau vice-président et le cas échéant un nouveau trésorier adjoint sont élus parmi les membres du bureau. En l'absence de candidat y compris parmi les suppléants conformément à l'article 18. 5 et à l'alinéa 4 du présent article ou à défaut d'un accord, une assemblée générale extraordinaire sera organisée.</p> <p>6/ En cas de départ ou démission des membres du bureau non listés à l'alinéa 4 du présent article (vice-président, trésorier adjoints, secrétaires), les membres du Comité de Gestion élisent un remplaçant par des élections internes.</p> <p>7/ En cas de manque de candidats au poste de secrétaire, le président peut décider que cette fonction sera assumée par les membres du Comité de Gestion à tour de rôle.</p>
<p>Article 22 : Représentativité</p> <p>Les membres du Comité de Gestion sont tenus d'être présents aux débats.</p> <p>Ils peuvent toutefois donner pouvoir à tout membre actif de leur choix, à raison d'un maximum de deux procurations par personne.</p>	<p>Inchangé</p>
<p>Article 23 : Fonctionnement</p> <p>1/ Le Comité de Gestion se réunit autant de fois que nécessaire, et au minimum bimestriellement, sur convocation de son président ou à la demande d'au moins 4 de ses membres à voix délibérative. Dans ce dernier cas, le président convoque le Comité de Gestion au plus tard 15 jours après la demande. La convocation est adressée à tous les membres, y compris les suppléants et le cas échéant aux invités.</p> <p>2/ Le quorum est fixé à sept membres à voix délibérative, dont au moins 4 représentants de l'APEG, y compris les membres représentés.</p> <p>3/ Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres à voix délibérative présents ou représentés.</p> <p>4/ En cas de partage de voix, celle du président est prépondérante.</p> <p>5/ Sur proposition du président et du proviseur, un ordre du jour est communiqué à l'avance à tous les membres du Comité de Gestion, y compris les suppléants.</p> <p>6/ Le Comité de Gestion peut décider dès l'élection du bureau de former des commissions. Ces commissions ont pour but de rationaliser le travail du Comité de Gestion. Le nombre et les</p>	<p>Article 23 : Fonctionnement</p> <p>1/ Le Comité de Gestion se réunit autant de fois que nécessaire, et au minimum bimestriellement, sur convocation de son président ou à la demande d'au moins 4 de ses membres à voix délibérative. Dans ce dernier cas, le président convoque le Comité de Gestion au plus tard 15 jours après la demande. La convocation est adressée à tous les membres, y compris les suppléants et le cas échéant aux invités.</p> <p>2/ Le quorum est fixé à six membres à voix délibérative.</p> <p>3/ Les décisions sont prises à la majorité simple des membres à voix délibérative présents ou représentés.</p> <p>4/ En cas de partage de voix, celle du président est prépondérante.</p> <p>5/ Sur proposition du président et du proviseur, un ordre du jour est communiqué à l'avance à tous les membres du Comité de Gestion, y compris les suppléants.</p> <p>6/ Le Comité de Gestion peut décider dès l'élection du bureau de former des commissions. Ces commissions ont pour but de rationaliser le travail du Comité de Gestion. Le nombre et les fonctions des commissions seront décidés en</p>

<p>fonctions des commissions seront décidés en session plénière. Un rapporteur sera nommé pour chaque commission.</p> <p>7/ Peuvent assister aux commissions tous les membres du Comité de Gestion, y compris les suppléants. Des invités extérieurs peuvent être amenés à donner un avis sur invitation de la commission.</p> <p>8/ Les commissions préparent les décisions destinées à être prise en séance plénière. A cette fin, le rapporteur prépare un compte-rendu qui sera transmis aux membres du Comité de Gestion 48 h avant la date de la réunion plénière.</p> <p>9/ Le travail en commission est soumis aux mêmes règles de confidentialité que le Comité de Gestion.</p> <p>10/ Les propositions émises par les commissions ne peuvent en aucun cas avoir force de décision, le Comité de Gestion restant souverain.</p> <p>11/ Chaque réunion du Comité de Gestion fait l'objet d'un procès-verbal rédigé par le secrétaire de séance et visé par le président et le proviseur.</p> <p>12/ Le procès-verbal sera soumis à l'approbation du Comité de Gestion lors de la séance suivante.</p> <p>13/ Les décisions prises engagent les personnes chargées de leur exécution, et sauf décision contraire ou modificative, les comités de gestion ultérieurs.</p>	<p>session plénière. Un rapporteur sera nommé pour chaque commission.</p> <p>7/ Peuvent assister aux commissions tous les membres du Comité de Gestion, y compris les suppléants. Des invités extérieurs peuvent être amenés à donner un avis sur invitation de la commission.</p> <p>8/ Les commissions préparent les décisions destinées à être prise en séance plénière. A cette fin, le rapporteur prépare un compte-rendu qui sera transmis aux membres du Comité de Gestion 48 h avant la date de la réunion plénière.</p> <p>9/ Le travail en commission est soumis aux mêmes règles de confidentialité que le Comité de Gestion.</p> <p>10/ Les propositions émises par les commissions ne peuvent en aucun cas avoir force de décision, le Comité de Gestion restant souverain.</p> <p>11/ Chaque réunion du Comité de Gestion fait l'objet d'un procès-verbal rédigé par le secrétaire de séance et visé par le président.</p> <p>12/ Le procès-verbal sera soumis à l'approbation du Comité de Gestion lors de la séance suivante.</p> <p>13/ Les décisions prises engagent les personnes chargées de leur exécution, et sauf décision contraire ou modificative, les comités de gestion ultérieurs.</p>
<p>Article 24 : Attributions des membres du bureau</p> <p>1/ Le président de l'APEG</p> <ul style="list-style-type: none"> • arrête en début de séance l'ordre du jour des réunions du Comité de Gestion en accord avec le proviseur; • préside les Assemblées générales et les réunions du Comité de Gestion et en valide les comptes rendus en accord avec le proviseur; • présente le rapport d'activité lors des Assemblées générales ; • représente l'APEG auprès des personnes physiques ou morales qui lui sont étrangères, dans les conditions prévues à l'article 25 ; • engage, sur proposition du proviseur, les personnels contractuels locaux et les rétribue sur le budget de l'APEG, dans la limite de la capacité de l'Association ; • siège à titre consultatif au Conseil d'Établissement, personnellement ou par représentation ; • ne peut être élu en même temps au Conseil d'Établissement ; • crée des commissions sur proposition des membres du Comité de Gestion. <p>2/ Le vice-président de l'APEG a pour fonction d'assister et de seconder le président et d'assumer ses fonctions en cas d'absence ou de</p>	<p>Article 24 : Attributions des membres du bureau</p> <p>1/ Le président de l'APEG</p> <ul style="list-style-type: none"> • arrête en début de séance l'ordre du jour des réunions du Comité de Gestion ; • préside les Assemblées générales et les réunions du Comité de Gestion et en valide les comptes rendus ; • présente le rapport d'activité lors des Assemblées générales ; • représente l'APEG auprès des personnes physiques ou morales qui lui sont étrangères, dans les conditions prévues à l'article 25 ; • engage les personnels contractuels locaux et les rétribue sur le budget de l'APEG, dans la limite de la capacité de l'Association ; • siège à titre consultatif au Conseil d'Établissement, personnellement ou par représentation ; • ne peut être élu en même temps au Conseil d'Établissement ; • crée des commissions sur proposition des membres du Comité de Gestion. <p>2/ Le vice-président de l'APEG a pour fonction d'assister et de seconder le président et d'assumer ses fonctions en cas d'absence ou de démission de ce dernier.</p> <p>3/ Le trésorier</p>

<p>démission de ce dernier.</p> <p>3/ Le trésorier</p> <ul style="list-style-type: none"> • est dépositaire des fonds de l'Association dont il supervise la gestion, dans la limite de la capacité juridique de l'Association ; • prépare le budget en liaison avec le proviseur et le gestionnaire comptable ; • acquitte le règlement des dépenses ; • peut déléguer avec mandat explicite et détaillé au proviseur et/ou au gestionnaire comptable la gestion financière courante et l'exécution du budget. Cette délégation est révisable à tout moment. • Présente les comptes financiers et le budget prévisionnel à l'Assemblée générale. <p>3/ Le trésorier adjoint, si la fonction existe, a pour objectif d'assister et de seconder le trésorier et d'assumer ses fonctions en cas d'absence ou de démission de ce dernier.</p> <p>4/ Le secrétaire ou le cas échéant le secrétaire adjoint ou le cas échéant le secrétaire de séance</p> <ul style="list-style-type: none"> • rédige et assure la diffusion des différents procès-verbaux et comptes rendus ; • s'assure de la mise à jour de la liste des membres et de la conservation des archives de l'Association ; • assiste le président et les membres du Comité de Gestion dans la coordination et l'information des travaux. 	<ul style="list-style-type: none"> • est dépositaire des fonds de l'Association dont il supervise la gestion, dans la limite de la capacité juridique de l'Association ; • prépare le budget ; • acquitte le règlement des dépenses ; • peut déléguer avec mandat explicite au Directeur Administratif et Financier la gestion financière courante et l'exécution du budget. Cette délégation est révisable à tout moment. • Présente les comptes financiers et le budget prévisionnel à l'Assemblée générale. <p>3/ Le trésorier adjoint, si la fonction existe, a pour objectif d'assister et de seconder le trésorier et d'assumer ses fonctions en cas d'absence ou de démission de ce dernier.</p> <p>4/ Le secrétaire ou le cas échéant le secrétaire adjoint ou le cas échéant le secrétaire de séance</p> <ul style="list-style-type: none"> • rédige et assure la diffusion des différents procès-verbaux et comptes rendus ; • s'assure de la mise à jour de la liste des membres et de la conservation des archives de l'Association ; • assiste le président et les membres du Comité de Gestion dans la coordination et l'information des travaux.
<p>Article 25 : Attributions du Comité de Gestion</p> <p>1/ Le Comité de Gestion assure la mise en œuvre des objectifs de l'APEG tels que définis à l'article 4 des présents statuts.</p> <p>2/ Il assure la gestion administrative et financière de l'établissement conformément à la Convention passée avec l'AEFE et les réglementations officielles en vigueur en matière de comptabilité publique.</p> <p>3/ Il représente l'Association auprès des personnes physiques ou morales qui lui sont étrangères, dans les limites de sa capacité juridique.</p> <p>4/ Il applique les décisions votées en Assemblée générale et en session plénière.</p> <p>5/ Il désigne ses représentants dans les commissions dont il coordonne l'action dans les différentes instances de l'établissement conformément aux dispositions prévues pour chacune d'entre elles.</p> <p>6/ Il organise les Assemblées générales et les élections conformément aux dispositions des présents statuts.</p> <p>7/ Il est dépositaire des fonds de l'Association dont il supervise la gestion, dans la limite de la capacité juridique de l'Association.</p>	<p>Article 25 : Attributions du Comité de Gestion</p> <p>1/ Le Comité de Gestion assure la mise en œuvre des objectifs de l'APEG tels que définis à l'article 5 des présents statuts.</p> <p>2/ Ses membres élus, en tant qu'ils siègent au Conseil Directeur de la Fondation « Lycée français Anna de Noailles », assurent la gestion administrative et financière de l'établissement.</p> <p>3/ Il représente l'Association auprès des personnes physiques ou morales qui lui sont étrangères, dans les limites de sa capacité juridique.</p> <p>4/ Il applique les décisions votées en Assemblée générale et en session plénière.</p> <p>5/ Il désigne ses représentants dans les commissions dont il coordonne l'action dans les différentes instances de l'établissement conformément aux dispositions prévues pour chacune d'entre elles.</p> <p>6/ Il organise les Assemblées générales et les élections conformément aux dispositions des présents statuts.</p> <p>7/ Il est dépositaire des fonds de l'Association dont il supervise la gestion, dans la limite de la capacité juridique de l'Association.</p> <p>8/ Il prépare le budget.</p>

<p>8/ Il prépare le budget en collaboration avec le proviseur et le gestionnaire comptable</p> <p>9/ Il acquitte le règlement des dépenses et exécute le budget.</p> <p>10/ Il présente les comptes financiers et le budget prévisionnel à l'Assemblée générale.</p> <p>11/ Il procède, sur proposition du proviseur, au recrutement des personnels rémunérés par ses soins dans le respect de la législation locale. Il en détermine la fonction, assure la rémunération et le déroulement de carrière sur recommandation du chef d'établissement.</p> <p>12/ Il étudie les demandes exprimées par le Conseil d'Établissement ou les personnels, toutes catégories confondues, dans la mesure où elles ont un impact budgétaire, dans le but d'assurer un fonctionnement pédagogique optimal ou prendre des mesures à caractère social.</p> <p>13/ Veille avec le chef d'établissement à la bonne utilisation des subventions accordées par l'AEFE et des dons éventuels et au recouvrement des frais de scolarité en prenant les mesures adéquates sociales ou judiciaires.</p> <p>14/ Est responsable dans la désignation d'un commissaire aux comptes, qui fournira un rapport sur la bonne exécution comptable de l'année civile précédente au vu des documents comptables qui lui seront fournis par le trésorier de l'APEG et le gestionnaire comptable</p>	<p>9/ Il acquitte le règlement des dépenses et exécute le budget.</p> <p>10/ Il présente les comptes financiers et le budget prévisionnel à l'Assemblée générale.</p> <p>11/ Il procède au recrutement des personnels rémunérés par ses soins dans le respect de la législation locale. Il en détermine la fonction, assure la rémunération et le déroulement de carrière sur recommandation du chef d'établissement.</p> <p>12/ Il étudie les demandes exprimées par le Conseil d'Établissement ou les personnels, toutes catégories confondues, dans la mesure où elles ont un impact budgétaire.</p>
<p>Article 26 : publicité des débats</p> <p>Sauf décision contraire du Comité de gestion, les procès-verbaux de ses réunions ainsi que tout autre document qu'il estime devoir être publié, sont rendus publics par voie d'affichage dans l'enceinte de l'établissement.</p>	<p>Inchangé</p>
<p>Article 27 : modifications des statuts</p> <p>Les présents statuts ne pourront être modifiés qu'au cours d'une Assemblée générale extraordinaire spécialement convoquée à cet effet ou par voie de référendum, à la majorité des membres de l'Association présents ou représentés ou ayant voté, un quart au moins de ses membres s'étant exprimé.</p>	<p>Article 27 : modifications des statuts</p> <p>Les présents statuts ne pourront être modifiés qu'au cours d'une Assemblée générale extraordinaire spécialement convoquée à cet effet ou par voie de référendum, à la majorité des membres de l'Association présents ou représentés ou ayant voté, un quart au moins de ses membres s'étant exprimé.</p> <p>Si ce quorum n'est pas atteint, il peut être convoqué une seconde assemblée générale extraordinaire dans les conditions prévues à l'article 14 - 6°, pour laquelle aucun quorum n'est requis.</p>
<p>Article 28 : dissolution et liquidation</p> <p>La dissolution de l'Association ne peut être prononcée que par l'Assemblée générale extraordinaire, convoquée spécialement à cet effet. L'Assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'Association dont elle déterminera les pouvoirs. Elle attribue l'actif net à toutes</p>	<p>Inchangé</p>

<p>associations ou organisation déclarées ayant un objet identique, dans le respect de la convention signée avec l'AEFE et après son accord.</p> <p>La partie du patrimoine de l'APEG acquise au moyen d'une aide de la République française, sera dévolue à la République française ou à une association se consacrant à la diffusion de la culture et de la langue françaises, dont la désignation comme bénéficiaire aura recueilli l'agrément du Ministère des Affaires étrangères français.</p>	
<p>Article 29 : entrée en vigueur</p> <p>1/ Les présentes modifications apportées aux statuts entreront en vigueur dès leur adoption par l'Assemblée générale extraordinaire et leur communication à l'Ambassade de France en Roumanie.</p> <p>2/ Au cours de la période transitoire précédant l'Assemblée Générale d'ouverture, constitutive des présents statuts à la rentrée scolaire suivant leur adoption, le Comité de Gestion sortant assurera l'intérim dans le respect de la Convention signée avec l'Etat français le 11 septembre 1990.</p> <p>3/ Le président, au nom du Comité de Gestion, est chargé de remplir toutes les formalités de déclaration et de publication prescrites par la législation en vigueur. Tous pouvoirs sont donnés au porteur des présentes à l'effet d'effectuer ces formalités.</p>	<p>Article 29 : entrée en vigueur</p> <p>1/ Les présentes modifications apportées aux statuts entreront en vigueur dès leur adoption par l'Assemblée générale extraordinaire et leur communication à l'Ambassade de France en Roumanie.</p> <p>2/ Le président, au nom du Comité de Gestion, est chargé de remplir toutes les formalités de déclaration et de publication prescrites par la législation en vigueur. Tous pouvoirs sont donnés au porteur des présentes à l'effet d'effectuer ces formalités.</p>